

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris

L'indicateur des entreprises de la capitale

La tendance de l'année : « Stagnation de l'économie parisienne pour l'année 2005 »

Tableau de bord : indicateurs clés pour 2005

Indicateur de variation 2005 / 2004	En hausse	En baisse
Nombre d'entreprises parisiennes : 311 114 entreprises, soit 12 379 de plus qu'au 31 décembre 2005	+4,14%	
Les immatriculations d'entreprises		-2,09%
<i>dont immatriculations de SARL à libre capital social¹</i>	31,70%	
Les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs	+6,87%	
L'endettement fiscal des entreprises		-4,73%
L'endettement social des entreprises		-11,54%
Les ouvertures de redressements et liquidations judiciaires		+0,38%

«L'économie parisienne marque le pas en 2005». Le bilan de l'économie de la Capitale témoigne d'un bon maintien des entreprises parisiennes mais d'un ralentissement de la création d'entreprise en 2005. Le nombre d'entreprises créées enregistre une diminution de 2%, accompagnée d'un moindre nombre d'immatriculations de sociétés par actions et de sociétés à responsabilité de grande taille, susceptibles de créer des emplois. Les structures unipersonnelles, en revanche, progressent de 5,4% par rapport à 2004. La stabilité des défaillances d'entreprises constatée en 2005, soit +0,38%, complète ce bilan. Les entités ayant fait l'objet d'une décision d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire en 2005, sont plutôt de petite ou de moyenne taille, employant moins de personnel qu'en 2004 (-34,5%) et avec un passif cumulé en nette diminution (-27%). En décembre 2005, néanmoins, le nombre de 394 salariés directement touchés par les défaillances a été multiplié par cinq par rapport à décembre 2004. Une note optimiste vient toutefois contrebalancer ces résultats plutôt mitigés : l'indice de confiance banques/ entrepreneurs connaît une embellie, avec une hausse de 6,87% des prêts bancaires en 2005. L'on constate aussi une nette diminution de l'endettement social (-11,5%) et fiscal (-4,7%) des entreprises parisiennes.



IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES TENDANCE POUR 2005

Diminution des immatriculations : -2,09% par rapport à 2004
Création de SARL au capital inférieur à 7 500 € : +31,70%

32 482 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce en 2005, contre 33 177 en 2004, ce qui représente une baisse de 2,09%.

L'on constate une diminution des créations pour toutes les formes juridiques en 2005, à l'exception des sociétés en nom collectif (3,68% des effectifs) qui progressent de 70,3% en comparaison avec 2004.

L'évolution des créations se répartit comme suit en 2005 :

En baisse :

- La SARL demeure le type de structure juridique le plus souvent choisi par les nouveaux entrepreneurs. Elle représente 60,51% des créations de 2005, soit une baisse de 4,6%.
- 19,69% sont des sociétés civiles, en diminution de 7%
- 9,19% des entrepreneurs exercent en qualité de commerçants personnes physiques, soit une diminution de 6,98%
- 6,26% sont des sociétés par actions (SA/SAS), en baisse de 1,3%
- 0,67% des entreprises revêtent une autre forme juridique (groupements, sociétés en commandite), soit -34,6% par rapport à 2004.

La progression des immatriculations de structures unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL) se confirme en 2005. 3 615 EURL se sont immatriculées au Registre du commerce le mois dernier, en hausse de 5,4% par rapport à 2004.

En décembre 2005, la création d'entreprises a enregistré une baisse de 6,99%, soit 3 460 nouvelles immatriculations au Registre du commerce, à comparer avec 3 720 en décembre 2004.

Parmi les tendances à retenir pour 2005, l'on constate :

- une baisse de 10,2% des immatriculations de SARL
- un nombre croissant d'entreprises qui se constituent avec un capital inférieur à 7 500 €, soit 6 303 entreprises en 2005, soit une hausse de 31,70% par rapport à 2004.



PROFIL DES NOUVEAUX ENTREPRENEURS PARISIENS TENDANCE POUR 2005

Hommes/femmes confondus, l'âge moyen des créateurs s'établit à 42 ans et 2 mois, soit 1 mois de plus qu'en 2004

En 2005, 24 % des créateurs sont des femmes et 76% des hommes, une répartition semblable à celle relevée pour 2004. L'on constate que les femmes créatrices sont plus jeunes que les hommes. Elles sont, en moyenne, âgées de 41 ans et 5 mois en 2005, soit 1 an et trois mois de moins que leurs homologues masculins.

Les tendances les plus significatives, par rapport à 2004, sont les suivantes :

- Deux « classes d'âge » marquent une augmentation :
 - Davantage de dirigeants âgés de 36 et 44 ans, soit +0,8 point
 - Plus de chefs d'entreprises « seniors » de 58 ans et plus, en hausse de 0,3 point

- Deux « classes d'âge » marquent une diminution :
 - Moins de jeunes de moins de 25 ans, soit -0,4 point
 - Moins d'entrepreneurs âgés de 46 à 58 ans, soit -0,5 point
- Les 26/35 ans se maintiennent à un niveau stable.
- **Pour les femmes**, l'on constate une diminution chez les moins de 45 ans, soit -1 point.
- **Pour les hommes**, l'on enregistre un nombre plus important de créateurs âgés de 36 à 45 ans, soit +1,2 point.

Pyramide des âges des créateurs d'entreprises :

	2005			2004		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	4,42%	5,74%	4,01%	4,87%	6,03%	4,50%
Entre 26 et 35 ans	23,55%	26,07%	22,76%	23,71%	26,21%	22,92%
Entre 36 et 45 ans	31,25%	30,49%	31,49%	30,50%	31,07%	30,32%
Entre 46 et 58 ans	29,52%	27,01%	30,32%	29,98%	26,85%	30,97%
Supérieur à 58 ans	11,25%	10,69%	11,43%	10,95%	9,85%	11,29%



RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE : TENDANCE POUR 2005

Hausse des radiations volontaires : +2,14%
La pérennité des entreprises parisiennes s'établit à 10 ans et 3 mois en 2005

10 729 dirigeants se sont présentés au greffe pour demander la radiation de leur entreprise, à comparer avec 10 504 en 2004.

Les deux principales causes de radiations sont :

- La cessation volontaire d'activité (60%)
- Le déménagement de l'entreprise dans un autre département (32,5%)

Les autres causes sont :

- La fusion-absorption (3,80%)
- Les clôtures pour insuffisance d'actif et fin de procédure collective (2,60%)
- Entreprises n'ayant jamais eu d'activité (1,10%)

En décembre 2005, les radiations sur décision du dirigeant ont concerné 1 441 entreprises, ce qui représente une diminution de 3,48% par rapport à décembre 2004.



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : Tendance pour 2005

Hausse des financements accordés aux entrepreneurs +6,87%

En 2005, les banques et les organismes de prêt ont accordé davantage de financements aux entrepreneurs parisiens. Ainsi qu'en témoignent les 7 664 inscriptions de fonds de commerce et outillage prises auprès du greffe. En 2005, les chefs d'entreprises ont été plus nombreux à obtenir un crédit, soit une hausse de 6,87% par rapport à 2004. Les fonds accordés seront utilisés pour louer, acquérir ou installer un local commercial ou encore du matériel pour exploiter une activité commerciale.

En décembre 2005, cet indice de confiance, qui s'est maintenu à un niveau satisfaisant tout au long de l'année, a enregistré une progression de 8,14% par rapport à décembre 2004.



ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL ¹ TENDANCE POUR 2005

**Baisse des inscriptions de privilèges de la Sécurité Sociale : -11,54%
et de celles du Trésor public : -4,73%**

En 2005, l'Urssaf ou les caisses de retraite ont pris auprès du greffe **19 214 inscriptions relatives à des cotisations impayées**. Ce poste enregistre une diminution de 11,54% par rapport à 2004. En revanche, les sommes cumulées conservées par le greffe augmentent de 67,65%.

18 223 privilèges du Trésor public ont été inscrits auprès du greffe en 2005, ce qui représente une baisse de 4,73% par rapport à 2004. Le montant des sommes conservées, qui correspond à l'endettement fiscal des entreprises enregistre une légère diminution de 0,38%.

En décembre 2005, les inscriptions prises auprès de ces deux organismes ont diminué, soit - 23,35% pour le Trésor public et -8,48% pour l'Urssaf en comparaison avec 2004.



LES JUGEMENTS D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT ET DE LIQUIDATION JUDICIAIRES TENDANCE POUR 2005

**Stabilité des jugements d'ouverture, (+0,38%),
Baisse du passif cumulé : - 26,95% et des effectifs salariés : -34,57%**

En 2005, le Tribunal de commerce de Paris a rendu 4 459 décisions de redressement ou de liquidation judiciaires, stable par rapport à 2004 (+0,38%). En décembre 2005, les défaillances d'entreprises enregistrent une baisse de 8,01% en comparaison avec décembre 2004.

❖ **Le passif cumulé déclaré au greffe diminue de 26,95% en 2005 ² ...**

Le passif cumulé par les entreprises défaillantes s'élève à 959 936 000 € en 2005, à comparer avec 1 314 080 200 € en 2004, ce qui représente une diminution de 27%.

Les entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure collective ont cumulé un passif moyen de 215 280 €, soit une baisse de 27,23% par rapport à 2004.

Pour décembre 2005, l'on constate un passif moyen en diminution également, soit -22,58%, le montant s'élevant à 254 540 €. Les dettes cumulées, s'élèvent, quant à elles, à 78 908 200 € pour le dernier mois de l'année 2005.

❖ **... ainsi que les effectifs salariés directement touchés, qui enregistrent une baisse de 34,57%**

Les défaillances d'entreprises de 2005, ont concerné 9 556 salariés de façon directe, contre 14 604 en 2004, soit une franche diminution de 34,6%.

¹ Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

² Ces chiffres ne concernent que les déclarations de cessation des paiements.

La répartition des effectifs par branches d'activité s'effectue de la façon suivante :

En baisse :

- Services aux entreprises : 28,33% des effectifs, soit – 18,4 points
- Services collectifs, sociaux et personnels, 5,23% des salariés concernés, soit –0,5 point.

En hausse :

- Industrie manufacturière : 22,48% des effectifs, soit +9,5 points
- Commerce (gros et détail) : 19,31%, soit +3 points.
- Construction : 9,24% des effectifs, soit +1,4 point
- Hôtellerie et restauration : 6%, soit +2 points
- Industrie agro-alimentaire : 2,10%, soit +1,6 point

Stable :

- Transports : 5,78% de effectifs
- Activités financières : 0,8%

En décembre 2005, l'on constate une augmentation de 16,53% des effectifs salariés touchés à Paris, en raison des deux défaillances d'entreprises importantes. Elles ont concerné au total 394 salariés, et exerçaient dans deux secteurs d'activité :

- Gardiennage/sécurité
- Création et diffusion textile.

❖ **Les résultats en données corrigées**

En excluant les entreprises recensées dans le processus appelé « Régime Général »⁴, on obtient les résultats en données corrigées³. En 2005, 77 jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires ont été prononcés à l'encontre d'entreprises importantes disposant d'un chiffre d'affaires supérieur au seuil des 3 millions d'euros fixé par la Loi.

Ces entreprises présentaient les caractéristiques suivantes :

- Elles ont cumulé un passif de 189 708 300 €, soit une baisse de 40,79% par rapport aux données corrigées de 2004.
- Elles employaient 2 836 salariés au total, soit une diminution de 10,09% en comparaison avec 2004

En données corrigées⁵, pour décembre 2005, le passif cumulé par l'ensemble des entreprises défaillantes s'élève à 78 908 200 €, soit une hausse de 0,42% par rapport à décembre 2004. Le greffe dénombre 767 salariés concernés, ce qui représente une diminution de 93,62% en comparaison avec décembre 2004.

Toujours pour décembre 2005, 5 entreprises étaient intégrées dans le « régime général ». Elles justifiaient d'un passif de 14 772 500 €, et de 403 salariés.

Le bilan de l'année 2005 met en évidence une légère dégradation des défaillances d'entreprises dans la Capitale. Pour l'ensemble de l'année 2005, l'on constate qu'une majorité d'entités en redressement ou liquidation judiciaires sont de petite et de moyenne taille, ainsi qu'en témoigne leur passif ainsi que le nombre total salariés concernés, qui enregistre une baisse par rapport à 2004. Un bémol néanmoins, en décembre 2005, les défaillances ont touché deux entreprises importantes, mettant ainsi en péril près de 400 emplois.

³ Les données corrigées s'obtiennent en soustrayant les passifs déclarés et les effectifs salariés des entreprises qui entrent dans le cadre du régime « général » des procédures collectives. Ce régime concerne les entreprises qui disposent d'un chiffre d'affaires supérieur à 3 048 980 € et/ou employant au moins 50 salariés. Un régime dit « simplifié » est appliqué aux entreprises qui se situent en dessous de ces seuils.



PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : TENDANCE POUR 2005

**Baisse des détections des entreprises potentiellement en difficulté :
-12,76%**

Et du nombre d'entretiens accordés par les juges de la Prévention : -7,27%

Au total, ce sont 2 160 entreprises potentiellement défailtantes qui ont été détectées par le greffe en 2005, soit une baisse de 12,76% en comparaison avec 2004.

Venant compléter ce dispositif de détection, juges et dirigeants en difficulté se rencontrent lors des rendez-vous « prévention », et examinent ensemble sur la situation de l'entreprise et les mesures à prendre pour la sauvegarder. Selon les cas, les entrepreneurs sont orientés vers des professionnels, experts-comptables, administrateurs judiciaires, avocats qui les appuient dans leurs démarches. Les juges ont accordé 2 563 entretiens en 2005, soit une baisse de 7,24% par rapport à 2004.

En décembre 2005, 102 nouveaux dossiers ont été ouverts, ce qui représente une diminution de 44,57% en comparaison avec la même période en 2004.

❖ **Bilan de la Prévention des difficultés des entreprises pour 2005 : baisse des emplois salariés concernés, soit -11,04% par rapport à 2004**

A fin décembre 2005, l'on dénombrait 11 709 salariés intégrés dans les entreprises en Prévention, dont les dossiers sont en cours d'examen par les Juges. Les effectifs touchés enregistrent une diminution de 11,04% par rapport à 2004.

En 2005, les salariés ont été particulièrement concernés dans trois secteurs d'activité, qui enregistrent une forte hausse en comparaison avec 2004 :

- Commerce : 4 601 personnes, 39,30 % des effectifs totaux, en hausse de 110%
- Services aux entreprises : 3 800 salariés, 32,45% des effectifs, + de 51,39% ;
- Services aux particuliers : 1 095 salariés, soit 9,35%, en hausse de 76,90%.

Le suivi des dossiers traités par la Prévention donne lieu aux constatations suivantes :

- Pour 72,2% des entreprises, leur dossier a été classé après entretien avec un juge. Elles poursuivent leur activité.
- 16% des entreprises font l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives
- Le Tribunal a ordonné une mise à l'enquête pour 11,8% d'entre elles.

En 2005, les détections d'entreprises potentiellement en difficulté, ainsi que les entretiens avec les juges sont moins nombreuses qu'en 2004. Les entreprises dont le dossier a été « classé » par le juge enregistrent une hausse de 8 points, alors que celles ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation ou de redressement judiciaires se maintiennent à un niveau stable. Les mises à l'enquête baissent de 6,5 points et l'on ne dénombre aucun règlement amiable en 2005.